



La lettre de la Fédération Nationale des Elus Socialistes et Républicains



Le logement, grand oublié du grand débat

Alors que les attentes de la population sont grandes concernant le pouvoir d'achat et que Grand débat national organisé par le Gouvernement prétend trouver des solutions durables pour répondre à la crise sociale que nous traversons, de nombreux sujets sont oubliés voire évités par les organisateurs. Comme la justice fiscale et le rétablissement de l'ISF, la question du logement est totalement absente.

Plus qu'un mauvais signe, cet oubli est révélateur d'une méconnaissance de l'importance du sujet. Comment mettre de côté le premier poste de dépense des Français ? Comment mettre de côté un domaine qui draine des milliers d'emploi locaux non délocalisables ?

Depuis plusieurs mois, alors que le bilan du précédent quinquennat laissait un secteur d'activité en pleine relance, le Gouvernement a fait le choix de rompre cette dynamique en multipliant les mauvais signes. Baisse des APL, baisse des aides à la rénovation énergétique, réforme des HLM diminuant les capacités d'investissement des bailleurs sociaux contraints de vendre leur patrimoine, autant de signes qui ne trompent pas.

Le constat dressé par le 24ème rapport de la fondation Abbé Pierre sur le logement est sans appel : un cinquième de la population est concerné par un problème de mal logement.

Pour autant, la construction a diminué de 5% en un an en 2018. Une diminution qui s'accroît, passant alors de 124 000 logements sociaux construits en 2016 à 100 000 en 2018. 20 000 logements qui ne seront pas construits alors que la demande explose. Pour rappel, 2,1 millions de demandes de logements sociaux ne sont pas pourvues. Une perspective qui ne risque pas de s'améliorer puisque l'Etat a institué une baisse de 1,5 milliards d'euros d'allocation logement des locataires pauvres et très modestes des HLM, demandant aux bailleurs sociaux de diminuer d'autant leur loyer. Ce sera donc autant d'investissement et de rénovation en moins que pourraient pourtant réaliser ces mêmes bailleurs.

Parce que nous sommes socialistes, parce que nous savons qu'un toit est indispensable pour s'intégrer durablement dans la société et trouver un emploi, nous avons fait le choix de soutenir massivement la construction de logements, et en priorité le logement à loyer abordable. Dans les territoires à forte demande, diminuer l'aide à la construction de logements sociaux n'est pas une option possible. Nous sommes fiers d'être des élus constructeurs car le droit au logement est un fondement de notre République que nous voulons défendre. Mais nous ne pouvons faire face seuls. L'irresponsabilité de l'Etat dans ce domaine ne fait que renforcer le sentiment d'abandon de nos concitoyens les plus fragiles. Il est urgent d'agir.

Sommaire :

- Les élus socialistes de la Somme défendent le revenu de base : Page 2
- Les élus d'opposition des Côtes d'Armor ont proposé un contre-budget : Page 2
- L'UDESER de l'Essonne se renouvelle : Page 2
- L'UDESER d'Ille-et-Vilaine en formation : réforme territoriale et évolution des compétences : page 2
- La loi PACTE, un projet ultralibéral : Page 3
- Une victoire des sénateurs socialistes pour la place des communes dans les intercommunalités : Page 3
- Un Référendum d'Initiative Partagée pour le rétablissement de l'ISF : Page 3
- Jean-Claude Villemain contre la désertification médicale : Page 4
- Hommages : Page 4

Calendrier des formations de Condorcet disponible sur ce lien. Formations éligibles au D.I.F. ELUS

LA ROCHELLE 2019 : Les 21, 22 et 23 août. Retenez les dates !

Des nouvelles des départements

Dans la Somme, les élus socialistes défendent le revenu de base

Le groupe minoritaire du Conseil Départemental, « Somme à gauche », s'est fixé comme priorité la lutte contre la pauvreté, contre la précarité et en faveur de la démocratie citoyenne.

Ce département, à majorité de droite depuis 2015, a supprimé plus de 6% des dépenses de fonctionnement diminuant ainsi une grande partie du service public et des aides aux associations.

Le groupe « Somme à gauche » veut que le département expérimente le revenu de base, déjà initié par dix-huit départements de gauche et a ouvert une consultation citoyenne sur ce sujet. Cette proposition de loi des députés socialistes visant à expérimenter le revenu de base a cependant été rejetée par la majorité.

Le revenu de base, c'est quoi ? [Cliquez ici.](#)

Côtes d'Armor : les élus d'opposition proposent un contre-budget

Suite à de multiples reculs et des baisses de dépenses de la part de la majorité LR au conseil départemental, diminuant les services publics, le groupe socialiste a décidé de proposer un contre-budget notamment pour la relance de l'investissement.

Ce contre-budget est parfaitement tenable sans hausses d'impôts ni d'emprunts. Il vise notamment les routes, les logements sociaux, les performances énergétiques des bâtiments départementaux, le tourisme et la jeunesse.

Des nouvelles de nos UDESR

L'UDESR de l'Essonne se renouvelle

En Essonne, l'Union Départementale vient d'élire son nouveau président, Matthieu Pasquio, cadre dans le secteur privé et conseiller municipal de Palaiseau. Il succède à Romain Colas .

L'Union Départementale essonnoise entend travailler dans une dynamique de reconquête des territoires.

Elle entend également procéder à « un renouveau des visages et des pratiques » en faisant émerger une génération de candidats socialistes dans lesquels les essonnais pourront placer leur confiance.

Pour voir l'article du Parisien, [cliquez ici.](#)

L'UDESR d'Ille-et-Vilaine en formation :

Le 26 novembre dernier, une cinquantaine de participants se sont rendus à la formation organisée par l'Union Départementale de l'Ille-et-Vilaine en partenariat avec **Condorcet formation** sur le thème : "Réforme territoriale et évolution des compétences : quels changements pour les collectivités et la missions des élu-e-s ?"

Une première partie s'est axée sur les grandes étapes de l'organisation d'intercommunale en lien avec la décentralisation, suivie d'une deuxième avec des témoignages d'élus regroupant trois expériences sur trois territoires différents.

Jean-Claude Villemain, maire de Creil, en lutte contre la désertification médicale de son territoire

Les élus de l'agglomération Creil-Sud se mobilisent aux côtés de Jean-Claude Villemain, maire PS de Creil depuis 2008, contre le transfert de la maternité de Creil vers Senlis, décidé par l'Agence régionale de la Santé.

Le maire de Creil a lancé une pétition et intenté un recours en justice, s'opposant à une volonté de faire des économies sur des soins de proximité essentiels.

Il souligne l'importance de conserver ces services dans un territoire qui présente cinq quartiers prioritaires fortement touchés par la précarité et le chômage et où une minorité de la population seulement possède une voiture.

Jean-Claude Villemain entend mobiliser plusieurs moyens et personnes (élus, population et syndicats) pour lutte contre la fusion des maternités dans le département de l'Oise, à l'heure où de nombreux territoires français souffrent du recul des services publics.

La mobilisation des députés socialistes sur la question de la désertification médicale, à lire [ICI](#)

Le groupe socialiste au Sénat

La loi PACTE du gouvernement, un projet ultralibéral

Le groupe socialiste du Sénat considère que le projet de loi PACTE (plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises) est un fourre-tout très politique et ultralibéral.

Selon le groupe socialiste, ce projet de loi signe la fin de l'État stratège et le démantèlement des outils de la puissance publique. Cette loi, qui comporte notamment la privatisation d'ADP et de la FDJ, continue d'affaiblir la puissance publique et profitera plus aux entreprises. Elle aura aussi l'effet d'alléger les contraintes qui pèsent sur ces grandes entreprises au détriment des territoires et de leurs salariés.

Parmi ces propositions on compte une réforme du réseau des Chambres de Commerce et d'Industrie particulièrement néfaste. Asséchées par l'Etat depuis de nombreuses années, les CCI verront leur champ de compétence s'ouvrir sur la concurrence avec le privé sans bénéficier de moyens supplémentaires.

Cette modification les obligerait aussi à recruter du personnel, ce qui semble infaisable concernant les CCI rurales, au regard de leur budget réduit. Le résultat global est une fragilisation des CCI rurales déjà en difficulté et une dénaturation de leurs compétences de mission de service public.

Le compte-rendu du groupe socialiste sur la loi PACTE est disponible [ici](#).

Une victoire des sénateurs socialistes pour la place des communes dans les intercommunalités

La proposition de loi des sénateurs socialistes Jean-Pierre Sueur, Eric Kerrouche et Marc Daunis pour une plus juste représentation des petites et moyennes communes au sein des intercommunalités a été adoptée par la commission des lois.

Elle vise à réduire les inégalités de représentation au niveau du mode de répartition des sièges qui impactent les petites et moyennes communes. La proposition de loi assouplit aussi la possibilité de conclure un accord local sur la répartition des sièges, et permettra une meilleure information et légitimation publique des tous les élus.

Cette loi permettra le bon fonctionnement du couple communes-intercommunalité dans le cadre d'une application intelligente de la loi NOTRe.

Le groupe socialiste à l'Assemblée Nationale

Un Référendum d'Initiative Partagée pour le rétablissement de l'ISF

Les parlementaires socialistes ont pris l'initiative d'activer la procédure du Référendum d'Initiative Partagée (RIP), prévue par l'article 11 de la Constitution, afin que soit soulevée à nouveau la question de l'ISF.

Ce RIP nécessite la signature de 185 parlementaires pour contraindre le gouvernement à organiser une consultation sur la question. Il s'agira alors de recueillir la signature de 4,7 millions de français, si celle-ci est validée par le Conseil constitutionnel.

A ce jour, 161 parlementaires se sont déjà mobilisés ; 24 restent encore à convaincre pour soumettre cette question aux Français (77% de ces derniers y sont favorables).

Les Français peuvent interpeller leur député et leur sénateur sur la question grâce à une plateforme numérique « Rétablissons l'ISF » dont le lien se trouve [ICI](#).

Le bilan 2018 du groupe socialiste à l'Assemblée Nationale, [à lire ici](#).



Nathalie Appéré, maire de Rennes, élue deuxième femme maire du monde

La maire socialiste de Rennes depuis 2014, Nathalie Appéré a reçu le deuxième prix du World Major Prize.

Elle a été mise en avant pour son engagement pour la démocratie locale, via un budget participatif et l'écologie, contribuant à l'attractivité et au bon-vivre de la ville. Nathalie Appéré a dédié sa distinction aux femmes maires, encourageant ainsi les femmes politiques « à viser haut, à dépasser les plafonds de verre sous lesquels on veut parfois les cantonner. »

Hommages

C'est avec une profonde tristesse que nous avons appris la disparition de **Sandrine Doucet** (1959-2019).

Sandrine Doucet avait été élue en Gironde de 2012 à 2017, faisant basculer la circonscription à gauche pour la première fois depuis plus de cent ans.

Elle avait également été membre de l'équipe de campagne et un grand soutien de Benoît Hamon, très investie dans les questions d'enseignement supérieur, d'éducation et de sélection.

Nous souhaitons ici lui rendre hommage pour tout le travail qu'elle a accompli au cours de sa vie d'élue et de militante. Nous tenons à assurer à sa famille et à ses proches de tout notre soutien.



Nous avons appris avec émotion le décès de **Georges Sarre** (1935-2019), ancien député de Paris (1981-2002) et maire du 11^{ème} arrondissement (1995-2008).

Figure de la gauche parisienne, Georges Sarre avait également été Secrétaire d'Etat aux transports (1988-1993).

Nous rendons hommage à sa personne et à ses combats, et transmettons notre plus grande sympathie à sa famille et ses proches.

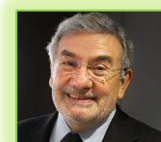


C'est avec émotion que nous avons appris le décès de **Jean-Claude Antonini** (1940-2019).

Jean-Claude Antonini a été maire d'Angers de 1998 à 2012 et président de la communauté d'agglomération Angers Loire Métropole de 2001 à 2014.

Il a été à l'initiative de nombreux projets d'écologie et d'aménagement avec la reconquête des berges, mais aussi dans le domaine de la culture avec le festival des Accroche-Cœurs.

Nous souhaitons ici rendre hommage à Jean-Claude Antonini et à son engagement en faveur de la ville d'Angers et des angevins, et communiquons nos plus sincères condoléances à ses proches.



Notre ami, **Gérard Vandembroucke** nous a quittés le 15 février dernier.

Gérard était Président de la Communauté Urbaine Limoges Métropole depuis 2014, premier vice-président du conseil régional de Nouvelle Aquitaine depuis 2016. Il avait été Maire de Saint Just-le-Martel et le dernier président du Conseil régional du Limousin. Depuis près de 40 ans, Gérard Vandembroucke consacrait sa vie à l'action publique. Nous lui rendons hommage et assurons sa famille et ses proches de notre soutien.



**Votre groupe d'élus se mobilise dans votre collectivité ?
Votre Union Départementale agit ?
Faites partager vos initiatives et vos expériences à tous :
Prenez contact avec nous !**

Pour tous renseignements complémentaires concernant cette lettre, n'hésitez pas à joindre :

Marie Groëll : m.groell@maisondeselus.fr 01 40 23 10 42

Félicien Marguerettaz-Mairesse : f.marguerettaz@maisondeselus.fr 01 40 23 10 42

La FNESR – Fédération nationale des élus socialistes et républicains

Président : François Rebsamen

Hervé Beaumanoir : Directeur général h.beaumanoir@maisondeselus.fr 01 40 23 24 24

Sylvie Druon : Responsable du pilotage administratif des formations s.druon@maisondeselus.fr 01 40 23 24 36

Sophie Boudissa : Comptable – responsable du pôle Ressources s.boudissa@maisondeselus.fr 01 40 23 24 37

**FNESR – Centre de formation Condorcet
12, cité Malesherbes 75009 Paris
Tél : 01.40.23.24.37
contact@maisondeselus.fr**

